

REFUS FÉMINISTE DE PARVENIR

LES PIRES

(CE TEXTE EST LE FRUIT D'UNE PRÉSENTATION ORALE COLLECTIVE AU CIRA EN JUIN 2013, DANS LE CADRE DU CYCLE DE DISCUSSIONS SUR LE « REFUS DE PARVENIR ».)

La thématique du « refus de parvenir » est une question qui nous taraude et occupe notre collectif depuis ses débuts, même si elle ne s'était pas posée tout à fait en ces termes, elle fait écho à nos interrogations et rétro-alimente nos échanges.

En préambule, on trouve important de parler de qui on est et de ce qu'on a fait, pour mieux entrer dans le sujet du refus de parvenir. Pour nous situer dans ce débat aussi. Les Pires est un collectif féministe de sensibilité antiautoritaire, antiraciste et anticapitaliste, à Lausanne. Ce sont d'abord des bases affinitaires et d'amitié qui nous ont réunies. Ce que nous mettons sous les termes qui nous décrivent, ce ne sont pas des étiquettes ou de grands discours, encore moins des dogmes, mais des positions qui s'incarnent dans nos pratiques. Elles se concrétisent par des manières d'échanger, d'agir, qui nous font du bien, un vécu partagé, une politisation du privé et la mise en commun de situations individuelles. Ces situations collectivisées prennent un tout autre sens, et permettent de s'opposer, comme on le verra, en particulier aux logiques de pouvoir, de carrière et de pressions dans le sens de « parvenir ».

Certains axes politiques et théoriques sont essentiels pour nous. L'antiautoritarisme parce que nous ne voulons pas de chef·fe·s, ni de hiérarchies ou de pouvoirs informels et luttons contre les logiques de personnalisation. Nous tentons d'articuler la pratique à la théorie, et ce qui nous importe, ce sont les résistances au quotidien, le ici et le maintenant, pas le grand soir et ses grands hommes.

Notre féminisme, ou nos féminismes, vise une critique radicale du patriarcat, en tant que système d'oppression articulé notamment au racisme, aux dominations de classe, aux normes hétéro, à la lesbophobie et à l'homophobie ainsi qu'aux dominations Nord-Sud. Nous avons toutes eu ou avons encore des expériences militantes et avons été ou sommes encore salariées. Même si nous avons toutes fait des études universitaires, nous avons conscience de *ne pas être un groupe homogène*. Nous avons le souci de prendre en compte toutes les oppressions en reconnaissant la position de chacune : nous n'avons pas toutes la même histoire, classe, sexualité, origine ou vécu migratoire/non migratoire.

Notre collectif s'est constitué en 2011, lors d'une réunion entre quelques copines qui avaient envie de faire de la recherche militante. Nous nous sommes d'abord appelées les « pires chercheuses », allusion moqueuse aux *peer reviews* (revues anglophones prétendues prestigieuses où les textes publiés doivent être validés par des « pairs »). Cette première phase s'est centrée sur le partage d'expériences à l'intérieur, en marge et en dehors des études genre et des sciences sociales,

avec la motivation de renforcer des réflexions et des pratiques de recherche critique qui travaillent *avec* et non *sur* les gens. Des recherches qui restituent des idées aux mouvements, qui parlent d'une position située subjectivement, assumée politiquement, et non pas d'une quelconque neutralité scientifique. Dans ce premier moment, nous avons évoqué les écueils de certaines expériences de recherche et avons établi quelques liens avec des réseaux de chercheuses et chercheurs militant·e·s. On en est restées un peu là...

Rapidement, d'autres copines nous ont rejointes et nos discussions se sont élargies. Un thème commun est alors devenu central : celui de la critique de l'institutionnalisation du féminisme et d'autres mouvements contestataires. La venue de nouvelles personnes et l'évolution des parcours de certaines ont fait que le groupe s'est distancié de la recherche. Sa critique s'est élargie au monde associatif et militant : il s'est renommé Les Pires.

Dès lors, nous avons posé quelques idées sous la forme d'un manifeste inachevé. Ce manifeste avait pour but le partage et l'expression d'une critique de l'institutionnalisation du féminisme dans le monde associatif, universitaire, de la coopération, du développement et des ONG. Ces domaines correspondent à nos expériences et à nos parcours, dans lesquels nous sommes confrontées à des pressions, des contradictions, parce que, tout en devant gagner notre vie, nous tentons d'y maintenir des postures critiques radicales, de refuser des prises de pouvoir, la personnalisation, l'expertise, la professionnalisation, la récupération de la critique féministe dans des cadres institutionnels. Nos échanges ont permis de libérer la colère et le malaise vécus au quotidien face à tout cela. Nous avons commencé à écrire. Voici quelques passages qui situent nos questionnements.

INSTITUTIONNALISATION ET RÉCUPÉRATION DES LUTTES

Des espaces comme les associations de défense des droits des femmes, les ONG dans le domaine du « développement » ou les études genre à l'université ont vu le jour suite à des luttes sociales et féministes, puis se sont institutionnalisés. Dans ce processus d'appropriation des luttes, ce qui au départ était une mise en cause de l'autorité et de la domination périclita peu à peu et se voit pris au piège des rapports de pouvoir (salaire, division hiérarchique du travail, recherche de reconnaissance par le réseau institutionnel, perte d'autonomie, dépendance au financement).

Pendant ce temps-là, l'économie capitaliste récupère et transforme des questionnements critiques en plus-value : mettre des femmes à certains postes est devenu un argument de rentabilité. La majorité des groupes de recherche féministe, des collectifs militants contre les violences faites aux femmes ou des réseaux de solidarité internationale ont été transformés en organismes qui fonctionnent sur le mode de l'entreprise (rentabilité, objectif de qualité, public cible, évaluation, concurrence). Toute contestation est ainsi délégitimée et court-circuitée.

Tandis que divers espaces institutionnels dépouillent le féminisme de ses contenus critiques, en le rendant potable voire rentable pour le système, l'égalité est affichée dans le discours politique et médiatique comme quelque chose d'acquis dans les sociétés occidentales. Ces discours renforcent le racisme en stigmatisant des communautés étrangères comme étant plus oppressives à l'égard des femmes.

LA CRITIQUE DE L'UNIVERSITÉ

Dans le prolongement de nos premières discussions et réflexions, nous avons mené une action lors du Congrès international de recherche féministe francophone qui s'est tenu à l'université de Lausanne (UNIL) en septembre 2012. Ce colloque avait pour titre « Imbrication des rapports de pouvoir : discriminations et privilèges de genre, de race, de classe et de sexualité » et affichait par ailleurs dans son descriptif la volonté de « faire interagir des recherches provenant de tous les pays francophones, issues des universités, des mouvements et des groupes d'intervention féministes ».

Toutefois, malgré ce programme alléchant, ce congrès reproduisait différentes formes d'exclusion et de domination dans son organisation et ses pratiques. À titre d'exemple, on peut mentionner les 300 francs (environ 250 euros) à déboursier pour participer au congrès ; une croisière sur le lac proposée aux participantes pouvant se la financer ; et l'intervention de deux conseillères d'État invitées, Anne-Catherine Lyon et Jacqueline de Quattro. La première a défendu un directeur de collègue accusé de harcèlement sexuel, la seconde est une porte-parole acharnée des politiques sécuritaires. Ces contradictions nous ont fait réagir et nous avons distribué un tract à l'ouverture du congrès qui invitait à une discussion le soir même. Ce tract soulignait que les féminismes dominés (thème du colloque) sont issus des mouvements militants et sont les premiers à avoir interrogé le racisme, la classe et la norme hétérosexuelle. Un congrès qui veut aborder l'imbrication des rapports de domination, mais qui reproduit diverses formes d'exclusion et de discrimination, participe de la réappropriation des luttes en contradiction avec l'un des points forts du féminisme, qui est la réflexion sur les pratiques.

Lors de cette action, une trentaine de personnes ont rejoint la discussion proposée. Rapidement, il a été collectivement et spontanément décidé d'interrompre l'allocution officielle de Jacqueline de Quattro. Ce que nous avons fait par des applaudissements ironiques et une lecture de notre tract au micro, après une courte altercation avec deux organisatrices hostiles à ce que le groupe prenne la parole. Suite à cette action, plusieurs réunions ont eu lieu à la Cafétéria autogérée (la CAP) de l'UNIL.

Cette dynamique collective, soit le fait que nous n'étions pas les seules à nous interroger sur les contradictions de ce congrès, a systématiquement été niée par les organisatrices. Le caractère politique du problème a ainsi été noyé.

À l'inverse, une organisatrice a affirmé dans la presse que les études genre se légitiment en reniant leur origine militante et en s'affirmant scientifiques et applicables « de la même manière que des biologistes souhaitent légitimement que leurs recherches en laboratoire servent à fabriquer des médicaments » (« Un congrès réunit 600 féministes francophones », *Le Temps*, mercredi 29 août 2012).

Face à cette institutionnalisation des études genre présenter comme une fatalité, le refus de parvenir peut être un refus de trahir un idéal de savoir collectif ancré dans des luttes pour s'opposer aux logiques de performance et de compétitivité de la recherche féministe telle qu'elle est pratiquée dans le monde académique. En ce sens, cela questionne les carrières académiques et l'expertise individuelle. Il s'agit également d'interroger la manière dont une certaine recherche féministe est parvenue à la reconnaissance scientifique, tout en se présentant comme critique au niveau des

contenus. Les études genre reproduisent ainsi au niveau des pratiques les rapports de pouvoir et de domination de l'institution dans laquelle elles se sont intégrées en se démarquant des luttes féministes, tout en les instrumentalisant. Pour l'histoire locale, des féministes se sont mobilisées dans le cadre d'une grève en 1997 à l'université de Lausanne pour revendiquer une université non sexiste et c'est ce mouvement qui a été le moteur d'un laboratoire en études genre.

PROFESSIONNALISATION DU MONDE ASSOCIATIF

Les discussions à l'intérieur du collectif portent aussi sur l'institutionnalisation et la professionnalisation des associations, notamment de celles qui sont nées suite aux luttes féministes. Nous nous référons plus spécifiquement à certaines associations qui luttent contre les violences faites aux femmes, domaine dans lequel est notamment salariée l'une d'entre nous. Qu'est-ce que ça signifie, l'institutionnalisation et la professionnalisation dans de tels espaces, et que pourrait être le refus de parvenir féministe par rapport aux associations ?

À la base, la plupart des associations de ce secteur qui aujourd'hui se présentent comme « féminines » sont nées de luttes qui avaient une parole et une analyse féministes radicales sur les violences faites aux femmes et menaient des actions concrètes pour lutter contre la domination masculine et le patriarcat. Aujourd'hui, il ne reste que très peu d'associations qui se revendiquent du féminisme radical et qui interrogent leurs pratiques sous cet angle.

L'institutionnalisation des associations soulève la question de l'éventuelle récupération des luttes, notamment au travers de subventions étatiques, ce qui signifie un contrôle de la part de l'État, qui par la même occasion se légitime en disant « s'occuper des problèmes ». La raison d'être d'une association ne serait plus de critiquer les oppressions dues au système, mais de se voir plutôt comme un espace qui cherche à « réintégrer » dans le système des personnes qui, pour des raisons individuelles, en seraient exclues. Il s'agit de soigner une personne, de la réintégrer suite à « son traumatisme », de lui apporter un soutien individuel (certes très important), mais sous un angle uniquement médical ou psychologique, sans penser au politique. À l'inverse, une association qui lutte contre les violences conjugales sur une base féministe proposerait, en parallèle à un soutien individuel engagé, de combattre la domination masculine sur le plan collectif. C'est de moins en moins le cas. Les associations qui luttent contre les violences faites aux femmes ont pour la plupart adopté une approche psychologisante et individualisante de ces violences.

La professionnalisation implique aussi un savoir qui va « se spécialiser » dans un domaine en créant « des expert·e·s » qui vont parler au nom des personnes concernées, lesquelles deviennent « des usagères, des clientes ou des patientes ». Elle produit des hiérarchies internes à l'association, peut induire une séparation entre la pratique et la théorie ainsi que la personnalisation du pouvoir en désignant des porte-parole. Plus une association est reconnue par le réseau institutionnel, plus les personnes qui y travaillent ont un pouvoir symbolique important. Ainsi une carrière associative peut aller de pair avec une carrière dans un parti politique de gauche. Enfin, la rémunération peut constituer un piège : qu'est-ce qui prime, la sauvegarde de son salaire ou la lutte ?

Des bouts de résistance au quotidien nous semblent possibles dans de tels espaces. Le refus de faire une carrière associative, en ne cherchant pas une reconnaissance individuelle, en refusant d'être la porte-parole ou l'unique intervenante en public, même si on « vous porte », et en signant

toujours collectivement les textes. Cette préoccupation s'étend également à l'association, qui ne doit pas détenir le monopole de la parole en se substituant aux collectifs militants ou aux personnes directement concernées. La remise en question de la spécialisation du savoir et de l'expertise individuelle nous paraît importante. Ne pas parler « au nom de » mais être attentive à se positionner et à insérer ses interventions dans une histoire et dans l'expérience collective de l'association. Cette expérience est constituée par les femmes qui ont fait et continuent à faire vivre l'association. Le mode de fonctionnement, les rapports de pouvoir explicites et implicites doivent être questionnés de même que le lien entre professionnalisme et militantisme.

Il nous semble aussi nécessaire de transposer dans le milieu militant ce questionnement sur le refus de parvenir, pour interroger ce qu'on pourrait appeler « les carrières militantes ». Il ne suffit pas de se proclamer par exemple antisexiste et antiautoritaire, il s'agit de l'incarner et de questionner ses propres fonctionnements en remettant en question ses privilèges. Ne pas parler des rapports de pouvoir qui se créent à l'intérieur d'un collectif contribue à leur négation. Et, enfin, devenir « un porte-parole » implicite d'un collectif militant permet non seulement une reconnaissance du « milieu », mais peut être un tremplin pour poursuivre une carrière salariée associative.

SITUER LE REFUS DE PARVENIR

Partant de nos histoires personnelles, le constat est que nous n'occupons pas toutes les mêmes places du point de vue de la classe, de la race, de la sexualité et de l'histoire migratoire. Le choix de refuser de parvenir ne se pose donc pas de la même manière pour toutes. En revanche, au travers d'histoires et de situations diverses, notre expérience commune est qu'il est possible et politique de faire un choix, celui de refuser le pouvoir dans les rapports de travail, dans les associations et les espaces militants.

Cette perspective permet de questionner des « schémas » dont découlent des choix qui sont imposés et d'ouvrir de nouveaux possibles pour chacune. Le monde du travail salarié réclame l'entier du « temps de vie » des individu·e·s et les heures non comptées deviennent une norme implicite pour qui ne veut pas passer pour une touriste dans son travail. Ce modèle ne pourrait pas exister sans la division sexuelle du travail et le système hétérosexiste de la famille qui sépare travail de production et travail de reproduction. À la contrainte du travail à plein-temps va s'ajouter l'injonction à faire des enfants, d'autant plus si nous refusons tout aspect « carriériste » dans notre vie.

Ces différentes injonctions, écrasantes lorsqu'elles sont vécues individuellement, nous poussent alors à lutter en collectif.

COLLECTIVISER LE REFUS DE PARVENIR

Nous avons thématiqué le refus d'adhérer aux jeux de pouvoir et à la personnalisation, que ce soit dans le monde académique, associatif ou militant. Cette position s'incarne pour nous dans le refus de l'individualisation, de l'expertise, dans le refus de servir d'alibi, de prendre du pouvoir sur quelqu'un·e et de récupérer des luttes menées par d'autres.

Mais ces refus ne sont évidemment pas gratuits : ça coûte de refuser, de ne pas penser en termes de stratégie personnelle. Individuellement, ça coûte d'être ostracisée, d'être celle qui dérange, à qui on dit qu'elle n'aura plus jamais de boulot dans le domaine, celle à qui on ne propose pas de participer à certains échanges. Ces choix et leurs conséquences ne sont pas toujours pensés politiquement, d'où l'importance du collectif. Ces échanges nous permettent de transformer un bout des problèmes, de les politiser, de les vivre comme une lutte et une envie d'émancipation plutôt que comme quelque chose d'angoissant.

On n'a pas de recette, si ce n'est la conviction que c'est plus agréable de se débattre à plusieurs que seule face à différents systèmes d'oppression. Le but n'est pas de dire ce qui est cohérent et ce qui ne l'est pas, mais de discuter ensemble de ses propres oppressions, de ses privilèges et de ses choix et positionnements. Notre pratique au sein des Pires tente de prendre en compte dans le refus de parvenir nos histoires et trajectoires singulières. Nous n'avons donc ni vérité ni jugement à asséner, mais des questionnements, pas de « réussite » du refus de parvenir, mais des tentatives, constamment en mouvement, de déconstruction des pouvoirs militants et professionnels.

Ce qui semble toutefois possible collectivement est de s'opposer à ce que le système capitaliste et patriarcal veut faire passer comme des actes naturels et inévitables : il faut bien se ranger à 30, 35, 40 ans, avoir un boulot-métro-dodo-bébé, une vraie carrière, prouver des compétences, sa performance, de l'expérience, de l'excellence, adorer son job et s'impliquer à fond, faire preuve d'une motivation sans limite et d'esprit d'initiative, sacrifier ses week-ends en souriant, tout en conciliant l'amour maternel, bref avoir de l'ambition, et bien sûr écraser ses collègues, surtout si on est une femme féministe parce que, sinon, *alors quoi ?*

Ces prétendus choix individuels, que l'on nous renvoie dans la figure, lorsque nous sommes seules face à un·e employeur·e, aux collègues, à la famille (« mais tu choisis la précarité ou quoi ? tu le fais exprès ? tu fous en l'air tout ce qu'on a fait pour toi... ») deviennent, collectivement, très clairement des injonctions, des normes, des contraintes et des modèles de vie dont nous ne voulons pas. Collectivement, nous arrivons ainsi à prendre du recul par rapport à ces pressions, à les voir pour ce qu'elles sont, éventuellement y répondre, peut-être même créer autre chose, mais au moins ne plus prendre sur soi, en faire quelque chose ensemble.

LES PIRES